

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°2 2025

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Les échanges commerciaux doublent en 2024 ;
- ❖ **Bangladesh** : La croissance du crédit au secteur privé en baisse à +7,7%, nettement en deçà de la cible des autorités ;
- ❖ **Bhoutan** : La part de l'agriculture dans le PIB augmente tandis que l'emploi agricole recule ;
- ❖ **Inde** : Concomitamment à la dépréciation de la roupie, les réserves de change continuent de s'éroder ;
- ❖ **Maldives** : Les réserves nettes à un niveau préoccupant ;
- ❖ **Népal** : Etat des lieux macroéconomique au cours des cinq premiers mois de l'exercice budgétaire en cours ;
- ❖ **Pakistan** : Transferts de migrants en forte progression +33% à 17,845 Mds USD ;
- ❖ **Sri Lanka** : Poursuite de l'amélioration de l'exécution budgétaire sur les onze premiers mois de l'exercice civil 2024 ;

LE CHIFFRE A RETENIR

5,22%

L'indice des prix à la
consommation de l'Inde en
décembre 2024

Afghanistan

Les échanges commerciaux doublent en 2024

Selon les données publiées par le Bureau des statistiques, la valeur des échanges commerciaux de l'Afghanistan a atteint plus de 12,4 Mds USD en 2024, soit plus du double des 6,1 Mds USD enregistrés lors de la prise de pouvoir du gouvernement par intérim en août 2021.

En 2024, les exportations se sont élevées à 1,8 Md USD, contre 850 M USD en 2021. Parallèlement, les importations ont fortement augmenté, passant de 5,3 Mds USD à 10,6 Mds USD sur la même période. Bien que les exportations aient progressé, le pays continue de faire face à un déficit commercial croissant. Cette situation est aggravée par la persistance des sanctions occidentales, qui pèsent lourdement sur l'économie nationale.

Les économistes soulignent que l'Afghanistan reste fortement dépendant des importations. Pour réduire ce déficit, il est impératif de poursuivre les efforts visant à renforcer la production locale et à stimuler les exportations, notamment en trouvant de nouveaux débouchés et de nouvelles voies d'acheminement des exportations, compte tenu du fait que le pays est enclavé et fortement dépendant du Pakistan pour cet acheminement.

Bangladesh

La croissance du crédit au secteur privé en baisse à +7,7%, nettement en deçà de la cible des autorités

L'investissement privé a nettement ralenti fin 2024, comme l'illustre le fléchissement de la croissance du crédit au secteur privé sur juillet-novembre 2024. Celle-ci s'est établie à +7,7%, nettement en deçà de la cible des autorités pour le premier semestre de l'année fiscale (+9,8%) et proche des niveaux constatés lors de la pandémie de Covid-19. Dans le même temps, l'ouverture de lettres de crédit pour l'importation de machines et d'équipements a baissé de 26% sur un an.

Les entreprises font face à une contraction de l'économie, à une hausse des taux d'intérêt, à une dépréciation du taux de change BDT-USD et à des incertitudes politiques.

Le gouvernement devrait réduire de 18% l'enveloppe annuelle des projets de développement

Le gouvernement s'apprêterait à réviser le programme annuel de développement (dit ADP) pour l'exercice budgétaire en cours à hauteur de 490 Mds BDT (environ 4 Mds USD), soit une coupe de 18%, en raison de la lenteur de la mise en œuvre des projets et des contraintes budgétaires. Environ 40% de cette coupe concerne des crédits qui devaient être octroyés par des bailleurs internationaux.

Sur le premier semestre de 2024-25, seulement 18% du budget annuel de l'ADP a été consommé, soit l'un des pires taux de décaissement au mitant de l'exercice budgétaire depuis plus de douze ans.

La mise en œuvre des projets a été particulièrement affectée par les manifestations de juillet-août, tandis que le taux d'exécution s'est amélioré sur les derniers mois – avec 6% des crédits consommés pour décembre uniquement contre 12% sur les cinq premiers mois.

Les données du National Board of Revenue (NB) indiquent qu'entre juillet et novembre 2024, la collecte fiscale a diminué de 2,6% sur un an, contre une hausse attendue de 25 %, conformément au budget 2024-25. Cette hypothèse très optimiste retenue initialement lors de la réalisation du budget explique également la nécessité aujourd'hui de revoir à la baisse le budget de l'ADP.

Dans le même temps, les décaissements des partenaires de développement sont également en forte baisse, de 27% sur un an à 1,5 Md USD pour juillet-novembre 2024, tandis que le service de la dette externe est en hausse de 28% (en dollars) et de 39% (en taka), atteignant 1,7 Md USD sur la même période. Cette dynamique réduit d'autant les marges de manœuvre budgétaire, alors que le gouvernement intérimaire a annoncé une révision prochaine du budget.

Seuls 19% des dépôts sont garantis par l'Etat, le plus faible pourcentage en Asie du Sud

A la fin décembre 2023, seuls 19 % des dépôts bancaires étaient entièrement protégés par la garantie bancaire des dépôts du Deposit Insurance Trust Fund (DITF), en baisse par rapport à 2021, date à laquelle la couverture atteignait 23%. Ce taux est de 43% en Inde et de 55% au Pakistan. Cette baisse graduelle de la couverture s'explique par le seuil de garantie de 100.000 BDT (800 EUR) qui n'a pas été actualisé depuis le vote de la loi Bank Amanat Bima Ain en 2000. Le nombre de comptes de dépôts couverts reste néanmoins important, avec 91% des comptes ayant moins de 100.000 BDT en dépôts. Le DITF, logé au sein de la Banque centrale, a atteint en 2023 environ 150 Mds BDT (14.000 Mds BDT de dépôts cette année-là). D'après les calculs de la Bangladesh Bank, seul 5% du montant suffirait à couvrir les dépôts des trois banques privées avec les plus importants taux de prêts non-performants.

La récente annonce d'une augmentation de la TVA sur une centaine de produits suscite la controverse au Bangladesh

Le choix du gouvernement intérimaire de privilégier une augmentation de la TVA sur une centaine de produits, annoncée au début du mois, plutôt que de renforcer l'impôt direct, suscite la controverse dans le pays. Cette mesure risque notamment d'accroître la dépendance du Bangladesh aux impôts indirects, qui devraient représenter 63% des recettes fiscales pour FY25. Ces impôts tels que la TVA affectent disproportionnellement les plus défavorisés dans un contexte de forte inflation, un phénomène néanmoins à relativiser au Bangladesh car la plupart des petits magasins de proximité échappe encore à l'impôt.

Cette hausse est principalement liée à la demande du FMI d'augmenter les recettes fiscales du pays, dans un contexte où le Bangladesh affiche l'un des ratios recettes fiscales/PIB les plus bas au monde. Le National Board of Revenue (NBR) prévoit de collecter plus de 985 M EUR (122,7 Mds BDT) grâce à ces réformes fiscales, rapprochant ainsi le pays de l'objectif de collecte fixé par le FMI à 38,5 Mds EUR (4 800 Mds BDT) pour l'année fiscale 2025.

Parmi les réformes demandées par le FMI, figure notamment la séparation entre l'élaboration des politiques fiscales et leur mise en œuvre, actuellement centralisées au sein du NBR, afin d'améliorer l'efficacité et la transparence du système fiscal.

Bhoutan

La part de l'agriculture dans le PIB augmente tandis que l'emploi agricole recule

Le rapport annuel 2024 de la Royal Monetary Authority, la Banque centrale du Bhoutan, révèle que la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB) a augmenté, passant de 13,6 % en 2018 à 14,7 % en 2023. Cependant, l'emploi dans le secteur agricole a diminué, passant de 54 % en 2018 à 43,5 % en 2023, indiquant une transition vers les secteurs industriel et tertiaire.

L'agriculture reste une source majeure d'emploi dans les zones rurales, au sein desquelles 65 % de la population active travaille dans le secteur agricole. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à y travailler, avec 52,3 % d'entre elles contre 37,3 % des hommes. Parmi les femmes en zones rurales, 74,3 % sont employées de manière formelle ou informelle dans l'agriculture, tandis que seulement 2,2 % des femmes urbaines y participent.

Ce poids de l'agriculture dans l'économie reflète notamment une faible productivité par rapport aux autres secteurs de l'économie.

Les revenus dans l'agriculture restent bien inférieurs à ceux des autres secteurs, avec une valeur ajoutée brute par habitant (VAB) de 2 720 USD en 2023, soit environ 27,4 % de moins que le PIB national par habitant. En revanche, le secteur industriel intègre une VAB par habitant 3,5 fois plus élevée que l'agriculture.

Le rapport souligne que l'agriculture est confrontée à divers risques, notamment le changement climatique, la pénurie d'eau, les conflits avec la faune, la fragmentation des terres et la dépendance aux méthodes agricoles traditionnelles, contribuant ainsi à maintenir le secteur dans des activités vivrières.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

L'indice des prix à la consommation diminue légèrement à 5,22% en décembre 2024

L'indice des prix à la consommation (IPC) en Inde a reculé à 5,2 % en décembre, son niveau le plus bas en quatre mois, contre 5,5 % en novembre. Cette baisse s'explique principalement par la stabilisation des prix des denrées alimentaires.

En effet, l'indice des prix alimentaires a légèrement diminué, passant de 9 % en novembre à 8,4 % en décembre, grâce à la baisse des prix des fruits et légumes. Cette tendance favorable est attribuée à une bonne récolte, soutenue par des conditions de mousson favorables.

L'inflation rurale a également reculé, revenant à 5,76 % en décembre contre 9,10 % en novembre, tandis que l'inflation urbaine a diminué à 4,58 %, contre 8,74 % le mois précédent.

Cependant, selon Reuters, bien que l'inflation reflète une modération relative, il est peu probable qu'elle converge vers le centre de la cible d'inflation de 4 % fixé par la Banque centrale avant le second semestre 2026.

Pour rappel, en octobre, l'IPC avait atteint 6,2 %, son plus haut niveau en quatorze mois, tandis que la hausse des prix des denrées alimentaires culminait à 10,9 %, un sommet au cours des quinze derniers mois.

La forte baisse séquentielle des prix des légumes observée en janvier 2025 devrait favoriser un nouveau fléchissement de l'IPC. Selon l'ICRA, l'inflation effective, mesurée par l'IPC, pourrait ainsi reculer à environ 4,5-4,7 % en janvier 2025.

EY explore dans un nouveau rapport les conséquences de l'intelligence artificielle sur le marché de l'emploi en Inde

Selon le rapport d'EY India intitulé « *How much productivity can GenAI unlock in India? The Aldea of India : 2025* », l'adoption de l'intelligence artificielle (IA) en Inde pourrait transformer 38 millions d'emplois d'ici 2030. Cette transformation pourrait générer une hausse de 2,6 % de la productivité pour l'économie indienne grâce aux gains réalisés dans le secteur formel, avec un potentiel supplémentaire de 2,8 % provenant de l'adoption de l'IA dans le secteur informel.

L'IA générative (GenAI) est identifiée comme un moteur clé de cette révolution, susceptible de modifier en profondeur la structure de la main-d'œuvre indienne et de transformer durablement le paysage économique du pays d'ici 2030.

Le rapport révèle que 24 % des tâches à travers les secteurs économiques pourraient être entièrement automatisées, tandis que 42 % des tâches pourraient être optimisées grâce à l'IA, libérant ainsi entre 8 et 10 heures par semaine pour les travailleurs des professions intellectuelles.

Au niveau sectoriel, les gains de productivité les plus importants sont attendus dans le secteur des services. Les centres d'appel devraient voir une augmentation de productivité de 80 %, et le développement de logiciels de 61 %.

Toujours selon le rapport, l'industrie manufacturière et la construction connaîtront un impact plus limité. Selon le rapport, les secteurs de l'automobile et de la pharmacie ne devraient connaître qu'une hausse marginale de 2 %, compte tenu de la faible contribution de la main-d'œuvre à la production brute de ces industries.

Politique monétaire et financière

Concomitamment à la dépréciation de la roupie, les réserves de change continuent de s'éroder

La roupie indienne a enregistré sa plus forte baisse en près de deux ans, atteignant un niveau historique de 86,62 INR contre le dollar, sous l'effet d'un dollar renforcé et de la hausse des prix du pétrole liée aux nouvelles sanctions américaines contre la Russie. Après une série de records à la baisse, la roupie a enregistré toutefois un rebond technique mercredi 15 janvier, progressant à 86,31 INR, en lien avec la réduction notable du déficit commercial, revenu de 31,86 Mds USD en novembre à 21,94 Mds USD en décembre.

Afin de contrer la volatilité du change, la Banque centrale (RBI) dispose de marges limitées pour intervenir. Les réserves de change ont chuté à 634,6 Mds USD début janvier, contre un pic de 704,6 Mds USD en septembre, réduisant la couverture des importations à 9,8 mois contre 11,9 mois auparavant. La liquidité en roupies a également diminué de 27,6 Mds USD durant l'exercice budgétaire en cours. Une probable modification du régime de change est en cours, le nouveau gouverneur semblant moins enclin que le précédent à multiplier les interventions de change, dans un contexte de forte appréciation intrinsèque du dollar.

Malgré une baisse de l'inflation, les incertitudes mondiales et la volatilité du change rendent les décisions du prochain Comité de politique monétaire, prévu le 7 février prochain, difficiles à prévoir. Les analystes sont partagés entre le *statu quo* et la perspective d'une réduction de 25 points de base pour soutenir la croissance, celle-ci paraissant toutefois plus vraisemblable, compte tenu des pressions multiples exercées sur l'Institut d'émission depuis plusieurs mois.

Une analyse de la RBI indique qu'une dépréciation de 5 % de la roupie pourrait augmenter le PIB de 25 points de base à court terme en stimulant les exportations. Cependant, cet effet reste limité en raison de la dépendance des exportateurs aux importations de matières premières, notamment le pétrole, dont les coûts augmentent avec la dépréciation. Par ailleurs, d'autres devises émergentes, comme le yuan chinois et le peso mexicain, se sont davantage dépréciées, réduisant l'avantage compétitif de la roupie.

Le Sensex s'inscrit à son plus bas niveau depuis sept mois, la capitalisation boursière revenant sous la barre des 5000 Mds USD

La capitalisation boursière de l'Inde est tombée sous la barre des 5 000 Mds USD pour la première fois en sept mois, reflétant le ralentissement économique et la dépréciation de la roupie face au dollar. À son pic en septembre dernier, la capitalisation boursière atteignait 5700 Mds USD, contre 4800 Mds USD enregistrés le lundi 13 janvier pour le NSE et 500 Mds USD pour le BSE.

Les ventes massives de la journée ont été principalement initiées par les investisseurs étrangers, qui ont enregistré des sorties nettes de près de 588 M USD, tandis que les investisseurs locaux ont compensé partiellement la tendance, en se portant acheteurs nets à hauteur de 968 M USD.

L'effondrement a entraîné une chute de 1 049 points de l'indice Sensex, qui a clôturé à 76 330 points, son niveau le plus bas depuis plus de sept mois. Les pertes totales pour les investisseurs ont été estimées à 152,2 Mds USD.

La confiance des investisseurs a été ébranlée par la publication des données sur l'emploi aux États-Unis, suggérant que la baisse des taux directeurs aux États-Unis pourrait être moins importante qu'attendu. Cela a renforcé le dollar, fait grimper les rendements obligataires et réduit l'attractivité des marchés émergents, notamment indien, ce marché ayant fait l'objet de dégagements presque ininterrompus par les non-résidents depuis octobre 2024, compte tenu notamment de niveaux de PER non justifiés par les perspectives de bénéfices des grandes entreprises indiennes.

En parallèle, le ralentissement à l'œuvre de l'économie indienne et la hausse des cours du pétrole, aggravée par l'annonce de nouvelles sanctions contre la Russie par le président Biden, ont également contribué à la chute de la capitalisation boursière.

Politique budgétaire

Estimation du déficit budgétaire du gouvernement central compris entre 4,4 et 4,6%

Selon les économistes de Goldman Sachs et de Standard Chartered, le déficit budgétaire de l'Inde pour l'année budgétaire 2025-26 pourrait s'inscrire dans une fourchette comprise entre 4,4 et 4,6 % du produit intérieur brut (PIB) dans le prochain budget.

Dans des notes distinctes publiées lundi, Standard Chartered s'attend à ce que la consolidation fiscale se poursuive, tandis que Goldman Sachs a averti que l'impulsion fiscale resterait un frein à la croissance au cours du prochain exercice.

Goldman Sachs a déclaré attendre une augmentation de 0,1 point de pourcentage du PIB pour les recettes totales, avec des recettes fiscales directes élevées. Du côté des dépenses, ils prévoient une réduction de 0,4 % des dépenses courantes rapportées au PIB, à l'exclusion des intérêts et des subventions, et des dépenses d'investissement qui demeurent à 3,2 % du PIB, en partie grâce à l'augmentation des transferts aux États.

Par ailleurs, Goldman Sachs a souligné que l'augmentation des recettes de l'impôt sur le revenu et des recettes non-fiscales devrait entraîner une hausse des recettes totales de 0,2 % du PIB pour 2024-25, compensée par une baisse équivalente des dépenses en lien avec le cycle électoral d'avril dernier, ce qui permettrait au gouvernement d'atteindre aisément son objectif de déficit budgétaire de 4,9 % du PIB pour l'année budgétaire 2024-25.

Standard Chartered prévoit un déficit budgétaire de 4,5% du PIB pour l'année budgétaire 2025-26, anticipant que les dividendes versés par la Reserve Bank of India (RBI) à l'Etat central constituera probablement une variable importante de la consolidation budgétaire au cours du prochain exercice financier, à l'instar du précédent.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, la banque d'investissement prévoit une augmentation de 13 % en glissement annuel, inférieure aux 30 % enregistrés au cours de l'exercice 21-24, tandis que Standard Chartered estime une croissance de 10% des dépenses d'investissement du gouvernement central pour l'année budgétaire 2025-26.

Maldives

Les réserves nettes à un niveau préoccupant

Les réserves brutes de la Banque centrale atteignaient 821,8 M USD fin décembre 2024, alors que les obligations contractuelles à court terme (*predetermined short-term net drains*) s'élevaient à 758,6 M USD. Les réserves nettes se sont donc repliées à 63,2 M USD, soit moins de cinq jours d'importations de biens et services.

Népal

Etat des lieux macroéconomique au cours des cinq premiers mois de l'année budgétaire en cours

Dans son rapport sur la situation macroéconomique et financière du pays, la Banque centrale du Népal (Nepal Rastra Bank), indique que la hausse des prix à la consommation a atteint 6,05 % à la mi-décembre 2024, contre 4,95 % l'année précédente, avec une inflation alimentaire de 9,99 % et une inflation des produits non alimentaires et des services de 3,92 %.

Les transferts des migrants ont enregistré une augmentation de 4,4 %, pour atteindre un montant de 7,4 Mds USD au cours de la période sous revue. Par ailleurs, la Banque centrale a indiqué que le nombre de travailleurs népalais ayant obtenu l'autorisation de travailler à l'étranger pour la première fois avait augmenté par rapport à l'année dernière, atteignant 190 384 (+10,7 %), tandis que ceux ayant obtenu un renouvellement étaient au nombre de 135 425 (+32 %).

Les exportations de marchandises ont augmenté de 16,5 %, pour atteindre 852 M USD avec des hausses notables vers l'Inde (23,7 %) et la Chine (68,9 %) ainsi qu'une diminution de 1,2% vers d'autres pays. Les importations du pays ont augmenté de 3% et s'établissent à 7,7 Mds USD sur la période sous revue. Les importations en provenance de l'Inde et de la Chine ont augmenté respectivement de 4% et de 4,6%, tandis que les importations en provenance d'autres pays ont diminué de 1,8%.

Enfin, le compte courant a enregistré un excédent de 1,6 Md USD, comparable à l'exercice précédent.

Pakistan

Transferts de migrants en forte progression +33% à 17,845 mds USD

Au cours du premier semestre de l'exercice budgétaire 2025 (juillet-décembre 2024), les transferts de migrants ont atteint 17,8 Mds USD, en progression de 32,8 % par rapport aux 13,4 Mds USD enregistrés au cours de la même période de l'exercice budgétaire 2024. Cette progression reflète la mise en place de mesures incitatives pour favoriser les canaux formels d'acheminement des transferts et les mesures visant à réduire l'écart de change entre le marché informel et les taux interbancaires.

En décembre 2024, les transferts ont atteint 3,08 Mds USD, en hausse de 29,3% en g.a. L'Arabie saoudite arrive en tête des pays d'origine, contribuant à hauteur de 771 M USD (+33,4% en g.a.), suivie par les Émirats arabes unis (EAU) avec 631 M USD (+53,6% en g.a.) et le Royaume-Uni (457 M USD, +24,2% en g.a.).

Interventions de la Banque centrale sur le marché des changes en 2024

Lors d'une audition devant la commission des finances du Sénat, le gouverneur de la Banque centrale, Jameel Ahmad, a déclaré qu'en 2024, les interventions de la Banque centrale du Pakistan (State Bank of Pakistan – SBP) sur le marché des changes avaient permis l'achat de 9 Mds USD afin de stabiliser les réserves de change.

Au second semestre 2024, 4,5 Mds USD avaient été achetés par la SBP, permettant de stabiliser le niveau des réserves de change à 11,7 Mds USD, malgré les échéances de remboursement de 5,7 Mds USD qui arrivaient à maturité.

Le gouverneur Ahmad a souligné que ces interventions avaient permis d'améliorer la qualité des réserves, en veillant à ce qu'elles soient moins dépendantes des emprunts extérieurs. Sans ces interventions, les réserves auraient pu s'inscrire en dessous de 3 Mds USD, ce qui aurait été de nature à déstabiliser l'économie et provoquer une hausse de l'inflation.

Projet d'émission de Panda Bond de 200-250 M USD

Dans une interview accordée à Bloomberg, le ministre des Finances Muhammad Aurangzeb a annoncé que le Pakistan se préparait à lancer une émission obligataire libellée en yuans (Panda Bonds) dans les six à neuf mois, d'un montant compris entre 200 et 250 M USD. Les Panda Bonds sont des obligations émises en yuans par des entités étrangères sur les marchés de capitaux chinois. Il conviendra de voir quelles seront les conditions offertes aux souscripteurs, sachant que la maturité moyenne de ce type d'obligation est de l'ordre de trois ans.

Approbation de la nouvelle stratégie d'engagement au Pakistan du groupe Banque mondiale

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le nouveau cadre d'engagement du groupe Banque mondiale au Pakistan (*Country Partnership Framework*). Ce document couvre une période de dix ans (de l'exercice budgétaire 2026 à 2035) et présente la stratégie d'intervention de l'ensemble des entités du groupe Banque mondiale (Banque mondiale pour les guichets IDA et IBRD, SFI pour le soutien au secteur privé et MIGA), conformément à la nouvelle doctrine « One World Bank Group ».

Il s'articule autour de cinq objectifs principaux et deux objectifs transversaux : (i) réduction des retards de développement à l'enfance : améliorer l'accès aux services de soin et la nutrition ; amélioration de l'accès à l'eau potable, assainissement et hygiène (WASH) ; (ii) réduction de l'illettrisme : amélioration de l'accès à l'enseignement ; (iii) résilience face au changement climatique : agriculture plus productive et résiliente, plus forte résilience face aux inondations et catastrophes climatiques ; (iv) décarbonation de l'économie : accès aux énergies propres et renouvelables, décarbonation du transport, de l'industrie et de l'agriculture pour lutter contre la pollution atmosphérique ; (v) renforcer les investissements productifs : augmentation des marges de manœuvre budgétaires, hausse de l'investissement privé. A ces secteurs d'intervention s'ajoutent deux dimensions transversales : (i) accès à la connectivité numérique et infrastructures de transport et (ii) protection, à travers la mise en place de système de sécurité sociale et d'une meilleure inclusion financière.

Le CPF Pakistan 2026-2035 prévoit un financement de l'ordre de 30-40 Mds USD pour l'ensemble des entités du groupe Banque mondiale sur la prochaine décennie. L'enveloppe indicative de prêts s'élèverait à 20 Mds USD.

Sri Lanka

La partie dépenses du budget 2025 en discussion

Compte tenu des élections tardives, le budget 2025 ne devrait être adopté définitivement que le 21 mars prochain. Les dépenses prévues atteignent 4 616 Mds LKR (15,7 Mds USD), dont 713 Mds LKR pour le ministère des Finances, de la Planification et du Développement économique, 473 Mds LKR pour le ministère des

Transports, des Autoroutes, des Ports et de l'Aviation civile, 507 Mds LKR pour le ministère de la Santé et des Médias, 442 Mds LKR pour le ministère de la Défense, 207 Mds LKR pour le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, des Terres et de l'Irrigation et 175 Mds LKR pour le ministère de la Sécurité publique et des Affaires parlementaires.

Poursuite de l'amélioration de l'exécution budgétaire sur les onze premiers mois de 2024

Les recettes ont progressé de 32% par rapport à la même période de 2023 (grâce notamment à la hausse de la TVA intervenue au 1^{er} janvier 2024) alors que la progression des dépenses restait contenue à 2% (stabilité pour les dépenses courantes, qui représentent 88% du total et +21% pour les dépenses en capital). Le déficit général a baissé de 39% entre les onze premiers mois de 2023 et la même période de 2024 ; il est financé à hauteur de 72% par des ressources internes, et s'établit à 3,9% du PIB à comparer à 7,3% au cours des onze premiers mois de 2023.

Les transferts de migrants et le tourisme ont soutenu la balance des paiements en 2024

Les transferts ont atteint 6,6 Mds USD, soit 10,1% de plus que l'année précédente. Ils sont soutenus par les départs de Sri Lankais recherchant un emploi à l'étranger, qui ont atteint en 2024 le plus haut niveau de son histoire avec 312 000 personnes. Les recettes tirées du tourisme ont, quant à elles, progressé de 53% pour atteindre 3,2 Mds USD en 2024.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr